

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/10

16 août 1995

(95-2424)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 28 JUILLET 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa dixième réunion sous la présidence de M. Frank Swedlove (Canada). L'ordre du jour de la réunion était le suivant: adoption des listes et exemptions de l'obligation NPF finales révisées, et autres questions.
2. S'agissant de l'adoption des listes et exemptions de l'obligation NPF finales révisées, le Président a fait savoir que 29 pays ou groupes de pays (Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chili, Communauté européenne, Corée, Egypte, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Koweït, Malaisie, Maroc, Mexique, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie et Venezuela) avaient présenté des listes révisées à annexer au Protocole et 13 pays (Canada, Corée, Hong Kong, Indonésie, Malaisie, Philippines, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie et Venezuela) des exemptions révisées de l'obligation NPF à annexer au Protocole. Ces révisions avaient été distribuées sous forme de documents qui complétaient les listes et exemptions de l'obligation NPF existantes des différents pays. Le Président a noté qu'il fallait modifier le texte du document concernant la liste d'exemptions de l'article II (NPF) de Hong Kong (GATS/EL/39/Suppl.1) pour qu'il se lise: "Le texte de la section sur les services financiers figurant à la page 1 du document GATS/EL/39 est supprimé."
3. Le Président a en outre signalé que les listes et/ou exemptions de l'obligation NPF révisées de la Colombie, de Maurice (exemption de l'obligation NPF seulement) et des Etats-Unis étaient actuellement publiées ou le seraient bientôt sous forme de document. Ces révisions étaient entrées en vigueur immédiatement à la date à laquelle elles avaient été soumises.
4. Le Comité a adopté ces documents en tant que résultats des négociations et est convenu que les listes et exemptions de l'obligation NPF que le Président avait indiquées comme devant être annexées au Protocole seraient annexées au deuxième Protocole annexé à l'AGCS.
5. S'agissant des autres questions, le Président a informé les représentants qu'une réunion informelle serait organisée en septembre pour vérifier les listes et exemptions de l'obligation NPF adoptées ce jour. Après cette vérification, le Protocole serait ouvert à la signature. Le Secrétariat publierait une communication indiquant la marche à suivre pour la signature. Le Président a proposé que la prochaine réunion formelle du Comité se tienne plus tard en automne; les dates exactes et l'ordre du jour de la réunion seraient communiqués ultérieurement.
6. Le Président a remercié les représentants de leurs efforts prolongés qui avaient permis de faire aboutir les négociations. Compte tenu de ce qui s'était passé à la fin du mois de juin, les résultats

./.

obtenus étaient les meilleurs que l'on pouvait espérer. Les débats et les négociations qui s'étaient déroulés l'année passée avaient conduit à d'importantes améliorations, à la fois sur le plan de l'accès aux marchés et des engagements en matière de traitement national, et sur le plan des exemptions de l'obligation NPF, qui étaient moins nombreuses et faussaient moins les échanges. L'Union européenne avait fait preuve d'un remarquable esprit d'initiative le mois passé à la suite de la décision prise fin juin par les Etats-Unis. Il fallait aussi féliciter les autres pays de leur attachement sans faille au principe de la libéralisation progressive et de la nation la plus favorisée. Sans ces efforts, les négociations sur les services financiers auraient certainement échoué. Le succès de ce jour devait être considéré comme un pas en avant décisif mais ne constituait en aucune façon la fin du processus. Les Membres s'étaient engagés à revoir leur position sur les services financiers d'ici fin 1997. Ils auraient ainsi l'occasion de prendre des engagements en vue d'une libéralisation plus poussée et d'un accord encore plus large reposant sur le principe NPF.

7. Plusieurs représentants ont remercié d'autres délégations, notamment les représentants de la CE, pour les efforts qu'ils avaient accomplis afin de créer un consensus. Ils ont aussi remercié le Président du rôle important qu'il avait joué. L'accord n'était pas idéal mais était cependant très important, et permettait de progresser vers l'adoption d'un accord multilatéral global et permanent reposant sur une base NPF. Une délégation espérait qu'il serait possible de parvenir à un accord de ce type bien avant l'expiration de cet accord intérimaire. Une autre délégation attendait avec intérêt les négociations futures, dans lesquelles l'accord actuel servirait de fondement à une libéralisation plus poussée reposant sur une base pleinement multilatérale. Le représentant coréen a ajouté que son pays avait tenu compte dans son offre de tous les principaux aspects du plan qu'il avait adopté pour sa future libéralisation financière. Le pays ne se contenterait pas d'appliquer pleinement son offre; il allait aussi accélérer sa politique de libéralisation financière, allant au-delà de la teneur de son offre, dont les résultats deviendraient apparents après la période intérimaire. Le représentant a invité son principal partenaire commercial à s'associer à l'accord.

8. Le représentant des Etats-Unis s'est lui aussi félicité de l'accord intérimaire. La délégation des Etats-Unis reconnaissait que beaucoup d'engagements substantiels seraient annexés au Protocole. Il y aurait aussi des engagements qui ne seraient pas annexés au Protocole, notamment ceux des Etats-Unis. Bien que l'offre de ce pays ne soit pas la meilleure qu'il ait établie, elle était tout de même importante et substantielle. Les Etats-Unis étaient toujours partie à l'AGCS et étaient prêts à travailler avec les autres délégations pour arriver à l'avenir à un large accord reposant sur une base NPF.